La littérature africaine de langue française, à quel(s) prix ?

Histoire d'une instance de légitimation littéraire méconnue (1924-2012)

Francophone African Literature and Its Prizes. The History of a Little-Known Case of Literary Legitimation (1924-2012).

Ruth Bush et Claire Ducournau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18218>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.18218

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 5 octobre 2015

Pagination : 535-568

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Ruth Bush et Claire Ducournau, « La littérature africaine de langue française, à quel(s) prix ? », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 219 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 10 décembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18218> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.18218>

La littérature africaine de langue française, à quel(s) prix ?

Histoire d'une instance de légitimation littéraire
méconnue (1924-2012)*

Depuis l'apparition du prix Nobel puis du prix Goncourt au tournant du ^{xx}^e siècle, les prix littéraires se sont multipliés à un rythme particulièrement rapide depuis les années 1970 en France¹. Ils ont été bien étudiés ces quinze dernières années à travers des approches historiques, sociologiques et littéraires, qu'il s'agisse de comprendre leur fonctionnement concret, la composition sociale de leurs jurys (Sapiro 1999 ; Ducas 2013), leurs effets sur les auteurs distingués (Heinich 1999), leur prolifération et leur internationalisation enfin, volontiers liées à l'emprise croissante des médias, du commerce, et de la bureaucratie sur les arts (English 2005). Le discrédit dont font souvent les frais les grands prix littéraires d'automne² dans la presse française est en vif contraste avec leur rôle toujours structurant sur les différents maillons de la chaîne du livre, pour rythmer l'économie du livre mais aussi pour la réception publique et la carrière littéraire des auteurs récompensés, dont ils favorisent la traduction, la promotion et la professionnalisation.

L'Afrique est cependant assez peu présente dans la distribution géographique de ce prestige littéraire sur le long terme. Le prix Nobel ou le prix Goncourt n'ont ainsi encore jamais été octroyés à un auteur issu de la partie francophone du continent, ce qui a pu être mis en lien avec un « biais eurocentrique » dans leurs sélections (Lindfors 1988 : 222)³. L'attribution de

* Cette formule est un calque direct du titre du livre de référence de Sylvie DUCAS (2013) récemment consacré aux prix littéraires français.

1. Bertrand LABÈS (2008) répertorie environ 1 600 prix actifs pour la littérature de langue française en 2007 ; Sylvie DUCAS (2013 : 5) en évoque plus de 2 000 six ans plus tard.
2. Les Prix Goncourt, Renaudot, Femina, Médicis, auxquels on ajoute parfois les Prix Interallié, Décembre, Goncourt des lycéens et le Grand Prix du roman de l'Académie française.
3. La traduction est de nous. Pour expliquer cette situation en 1988, Bernth LINDFORS (1988 : 222-224) mentionne, outre ce biais, le manque d'instances de consécration littéraires proprement africaines, le déficit d'experts compétents et de traductions depuis les langues africaines, et le faible nombre de candidats, Senghor ne constituant pas alors pour lui un candidat sérieux du fait que ses deux décennies de présidence du Sénégal ne lui aient pas permis de poursuivre avec la même vigueur l'œuvre poétique qu'il avait engagée auparavant, et du fait des critiques

récompenses à ce type d'écrivains a du reste souvent déclenché des polémiques en France : on peut penser à l'hostilité manifestée au sein du jury Goncourt lors de l'attribution du prix à René Maran, premier lauréat noir et administrateur colonial en Afrique subsaharienne, en 1921 (Sapiro 1999 : 330 ; Ducas 2001 : 364)⁴. De même en 1968, l'octroi du Prix Renaudot à Yambo Ouologuem fut discrédité par le scandale qui le suivit : une accusation de plagiat qui empêcha les Éditions du Seuil de rééditer ce titre, disparu du marché pendant plus de trente ans.

Ce n'est qu'au tournant des années 2000 que les grands prix français d'automne commencent à récompenser en rafales des auteurs issus d'Afrique subsaharienne francophone⁵. Le Prix Renaudot a ainsi été attribué à quatre d'entre eux en une dizaine d'années⁶. Mais outre ces distinctions décernées

adressées à la Négritude par les écrivains africains de langue anglaise. Le Nigérian Wole Soyinka, comme les Africains du Sud Nadine Gordimer et J. M. Coetzee, et l'Égyptien Naguib Mahfouz, auteur d'une œuvre en arabe littéraire, sont les quatre lauréats issus du continent africain à avoir été nobélisés à ce jour.

4. Il faut attendre 1992 pour que ce prix récompense un autre auteur noir, Patrick Chamoiseau pour *Texaco*, suivi de Marie NDiaye en 2009 pour *Trois femmes puissantes*. Née et ayant grandi en France, l'écrivaine a longtemps précisé son absence de lien culturel au continent africain, malgré son patronyme et sa couleur de peau qui suscitent un horizon d'attente particulier à ce propos. Elle se ressaisit cependant de plus en plus frontalement de ce territoire comme d'une matière pour ses œuvres littéraires, et tout particulièrement dans le roman récompensé. L'attribution sera également suivie d'une polémique à la suite des déclarations critiques faites *ex ante* dans la presse par l'auteure, installée à Berlin, sur la France de Nicolas Sarkozy, ces propos ayant été stigmatisés par le député de Seine-Saint-Denis Éric Raoult. Le Goncourt a en outre récompensé au moins deux livres écrits par des auteurs français sur l'Afrique subsaharienne (*Les Racines du ciel* de Romain Gary en 1956 ; *L'État sauvage* de Georges Conchon en 1964) ainsi que plusieurs autres portant directement ou indirectement sur la colonisation (FRAITURE 2004 : 105).
5. En vif contraste avec leur « place marginale » dans la période précédente, plus accusée encore que pour les autres auteurs dits francophones, bien analysée par Sylvie Ducas. Celle-ci explique la sous-représentation des auteurs africains par rapport à leurs homologues européens dans ces palmarès par « le poids de l'esthétique naturaliste ou plus rarement réaliste », « celui des modes littéraires, notamment l'exotisme », mais aussi par « la pénurie de moyens modernes de large diffusion (revues, maisons d'édition), et les difficultés économiques, politiques et sociales qui nuisent à l'autonomisation des champs littéraires » (DUCAS 2001 : 361, 364). Elle considère que les « prix cherchant directement à promouvoir les littératures francophones » sont « honorifiques [...], ont une incidence très limitée et confirment la règle de la centralisation parisienne en matière de consécration parisienne par les prix » (*ibid.* : 348, 2013 : 206). L'analyse empirique présentée ici voudrait actualiser, compléter et nuancer cette vision des modes de consécration littéraire, elle-même peu centrée sur les écrivains originaires d'Afrique, qui y sont un peu rapidement assimilés aux auteurs antillais, en dépit de leurs conditions de production et de réception de plus en plus distinctes.
6. Ahmadou Kourouma (issu de Côte-d'Ivoire) en 2000, récompensé la même année par le Goncourt des lycéens, Alain Mabanckou (originaire du Congo) en 2006, Tierno Monénembo (de Guinée) en 2008, Scholastique Mukasonga (originaire du Rwanda) en 2012. Le Prix Femina a été octroyé en 2013 à Léonora Miano (issue du Cameroun), également récompensée par le Prix Goncourt des lycéens en 2006.

dans un cadre généraliste, des prix de second rang spécifiquement réservés à ces écrivains existent depuis les années 1920⁷. Au sein de ce secteur parallèle de gratification littéraire, le Grand Prix littéraire d'Afrique noire, remis tous les ans depuis 1961, qui a pu être surnommé le « Goncourt noir » ou le « Goncourt africain » (Cornevin 1970, 1983), occupe une place centrale. Sa légitimité est liée à sa longévité et au prestige littéraire atteint par certains de ses lauréats, tels Ahmadou Kourouma, Tierno Monénembo ou Alain Mabanckou, qui le reçurent des années avant que le Renaudot ne leur soit attribué. Régulièrement cité sur les quatrièmes de couverture des ouvrages, par la critique, ou dans les biobibliographies d'écrivains originaires d'Afrique, il est attribué par l'Association des écrivains de langue française (ADELF), dont la création remonte à 1924. Celle-ci est alors directement liée aux écrivains dits coloniaux, ayant exercé une tutelle sur les premiers écrits de colonisés en langue française.

De ce point de vue, le Grand Prix littéraire d'Afrique noire prend explicitement la relève des deux prix de l'Afrique occidentale française (AOF) et de l'Afrique équatoriale française (AÉF) remis sous la colonisation. Né dans le creuset de la littérature coloniale, il a cependant récompensé au fil du temps des textes connus pour leur anticolonialisme ou leur marxisme, publiés notamment par les Éditions du Seuil et Maspero. L'association a également compté parmi ses membres de multiples auteurs africains engagés, comme Mongo Beti ou Seydou Badian. Comment cette histoire rejaillit-elle sur les représentations et les pratiques qui assurent l'existence de cette institution, à la croisée d'enjeux littéraires, mais aussi politiques et économiques ? Quelle position occupe-t-elle dans un espace littéraire de langue française plus vaste, structuré par des hiérarchies et des inégalités, et doté d'une économie symbolique propre (Bourdieu 1977 ; Casanova 1999) ? Il y a en effet une tension entre la valeur littéraire universaliste, théoriquement remise sans conditions, et un tel système particulariste qui cible certaines populations d'écrivains, en dénonçant la domination des instances dites généralistes par un centralisme parisien, mais au risque d'être considéré comme un « ghetto ». On suivra l'hypothèse que c'est au cœur de cette tension que se niche le prix à payer pour l'écrivain issu d'Afrique, engagé dans une carrière littéraire, et vers la renommée qu'elle promet, moyennant de tels gages d'excellence.

À la lumière d'archives en partie inédites⁸, ainsi que d'une enquête ethnographique par observations et par entretiens menés auprès de différents

7. Par exemple le Grand Prix de littérature coloniale, fondé en 1921 par le ministère des Colonies, ou les prix successifs créés par l'Institut international des langues et des cultures africaines (FOUCHANTSÉ 1968).

8. Consultées principalement en 2011 au local de l'association et constituées de correspondances, de registres de comptabilité, des publications produites par l'association, de rapports annuels de l'assemblée générale, de règlements intérieurs, etc. Ces documents ne sont cependant pas exhaustifs, certains d'entre eux ayant été perdus au cours des déménagements successifs de l'association (sur la période antérieure, voir DE RAIMONDI 1984 : 37). Des archives audiovisuelles de l'INA concernant l'ADELF ont été également consultées.

responsables de l'ADELF, le présent article vise à restituer l'ajustement de cette association aux différents contextes économiques, politiques et culturels qu'elle a traversés, notamment à travers des jeux mouvants d'alliances institutionnelles⁹. Au-delà, deux aspects discursifs assurent la continuité de l'institution sur la longue durée : la rhétorique qu'on y adopte, empreinte d'une adhésion au colonialisme puis d'une nostalgie, toutes deux largement implicites et impensées, et la référence constante à l'universalisme de la langue française qui rencontre les intérêts temporels d'autres institutions comme l'Académie française ou l'Organisation internationale de la francophonie, qui fait de l'ADELF un précurseur de son entreprise¹⁰.

Pour comprendre ce positionnement, l'article procède en trois parties. Il dresse d'abord un historique des formes successives prises par cette association, ainsi que de son fonctionnement, de ses activités et de ses objectifs. Les trajectoires sociales de ses membres dirigeants, et particulièrement de ses deux présidents au long cours, Jean d'Esme et Robert Cornevin, sont ensuite présentées, avec les liens institutionnels qu'ils ont favorisés. Enfin, les caractéristiques et le fonctionnement du Grand Prix littéraire d'Afrique noire sont étudiés, à l'aide d'une comparaison aux autres récompenses attribuées par l'association d'une part, et aux prix spécifiquement réservés aux auteurs africains et/ou francophones, qui se sont multipliés dans les années 1990 et 2000, d'autre part.

Une association née dans le creuset de la littérature coloniale, entre continuité et discontinuités

Créée officieusement en 1924, puis, officiellement, en 1926, la Société des romanciers et auteurs coloniaux français est une association régie par la loi de 1901, reconnue d'utilité publique en 1952. C'est seulement après l'octroi de cette reconnaissance, exceptionnelle pour les associations remettant des prix littéraires¹¹, et lui permettant de recevoir des libéralités, qu'elle prend une réelle ampleur. L'autorisation publique témoigne d'un intérêt marqué

9. De ce point de vue, si Robert CORNEVIN (1986) et Alec HARGREAVES (1984) ont restitué l'histoire de cette association, leurs textes, désormais en partie datés, et sur lesquels nous nous appuyons, ont paru dans les publications de l'ADELF elles-mêmes ; Un mémoire de recherche en sciences politiques, soutenu par Jean-Marc DE RAIMONDI (1984) sous la direction d'Edmond Jouve (alors secrétaire général de l'ADELF avant d'en devenir le président) a également retracé l'histoire de cette association sur un mode apologétique. Outre ces travaux appartenant d'une certaine façon à l'histoire de l'association, nous ne connaissons aucune analyse critique soucieuse de la replacer au sein d'un espace littéraire plus vaste comportant des textes, des éditeurs et des écrivains, ainsi que différentes structures institutionnelles et prises de position, aussi bien esthétiques que politiques.
10. Voir le site de l'OIF, <<http://www.francophonie.org/Une-histoire-de-la-Francophonie.html>> (consulté le 3 mars 2014).
11. Seul le Goncourt se démarque également en ce sens selon Sylvie DUCAS (2013 : 30, 41).

de la part de l'État français dans les années 1950, qui voient la croissance des publications sur les territoires d'outre-mer, africains notamment. Les positions littéraires sur l'Afrique se polarisent progressivement autour de la justification ou de la critique de l'empire colonial, dans le cadre des luttes croissantes pour la décolonisation. Mais l'association se rapproche également dès cette époque d'écrivains et de structures littéraires belges, canadiennes, luxembourgeoises, etc., en organisant des événements hors de France (de Raimondi 1984 : 29).

Par un effet d'inertie institutionnelle, les Indépendances ne coïncident donc pas avec la fin de l'association. Le rapport de son assemblée générale en 1960 relève au contraire, dans des termes évoquant les changements géopolitiques en cours avec une certaine légèreté, que son « rôle est appelé à grandir au fur et à mesure que, répudiant le vocable maudit de "colonialisme", les pays de notre ancien Empire cèdent les uns après les autres à la griserie de "l'Indépendance" » (ANEMOM 1960 : 7). Après une année de retrait attentiste, elle renaît sous un autre nom en 1961, en se proposant de préserver les liens culturels entre la France, patrie des lettres et des arts, et ses anciens territoires : l'institution présente alors ces attachements comme plus forts que leurs précédents politiques.

C'est après de nombreux changements de dénomination que le sigle d'AELF — Association des écrivains de langue française (de la mer ou de l'outre-mer) — se voit adopté en 1971, année où Robert Cornevin remplace Léonce Peillard comme président. La succession de désignations et de personnalités dirigeantes (voir tableau 1 page suivante), masque cependant le maintien d'une ligne générale qui s'étale sur près de quatre-vingt-dix ans, au service de l'« empire de la langue française » (ANEMOM 1959), à travers un critère linguistique présenté comme de plus en plus détaché du territoire français.

Au fil des changements de désignation, la colonisation est progressivement mise sur le même plan que la mer, qui finit par évincer la précédente référence en 1949, et être elle-même écartée au profit de la langue française, devenue le centre proclamé des activités de l'association. Ses statuts actuels¹² invoquent ainsi dans leur premier article le service de la langue française, « cause supérieure et permanente qui est à la fois facteur de connaissance mutuelle, de rapprochement et de solidarité ». La référence à la mer est du reste encore présente dans une parenthèse comprise dans la désignation adoptée en 1971, mais s'estompe — l'ajout a actuellement disparu des documents afférant à l'association.

La « métropole », qui apparaissait dans les premiers textes de l'institution, n'est pas exactement remplacée par la nation française mais plutôt par une civilisation de langue française présentée comme unifiée. Dès les débuts de l'association, l'une de ses préoccupations est aussi de promouvoir des littératures dominées par l'édition parisienne : qu'elles soient coloniales, ou,

12. Communiqués par le secrétariat de l'association en mars 2011.

TABLEAU 1 : SUCCESSION DES NOMS ET DES DIRIGEANTS DE L'ASSOCIATION DE 1924 À 2011

Année	Nom de l'association	Nom et durée du mandat des présidents
1924	Société des romanciers coloniaux	Marius-Ary Leblond (fondateurs, puis secrétaires généraux, Georges Athénas et Aimé Merlo de leurs vrais noms)
1926	Société des romanciers et auteurs coloniaux français (SRACF)	Louis Bertrand (1926-1928) Pierre Mille (1928-1936) Jean Ajalbert (1937-1939) Marius Leblond (1944-1948)
1948	Association nationale des écrivains coloniaux et maritimes	Jean d'Esme (1948-1964)
1949	Association nationale des écrivains de la mer et de l'outre-mer (ANEMOM)	Jean d'Esme (1948-1964)
1961	Association des écrivains de la mer et de l'outre-mer	Jean d'Esme (1948-1964) Roger Coindreau (1964) Henri Queffélec (1964-1969)
1967	Association des écrivains d'expression française de la mer et de l'outre-mer	Henri Queffélec (1964-1969) Léonce Peillard (1969-1971)
1968	Association des écrivains de langue française (de la mer et de l'outre-mer) (ADELF)	Léonce Peillard (1969-1971) Robert Cornevin (1971-1988) Edmond Jouve (1989-2002) Alain Guillaume (2003) Jacques Chevrier (2004- ...)

ensuite, francophones. Se structure ainsi une opposition entre les écrivains défendus par l'association, nés et établis de longue date aux colonies, et les écrivains métropolitains, voyageurs ou touristes avides d'anecdotes journalistiques lorsqu'ils sortent de France. Certains membres de la Société des romanciers et auteurs coloniaux français (SRACF) font toutefois plus ou moins partie de cette dernière catégorie, comme Pierre Mille, ou Georges Athénas et Aimé Merlot, mieux connus sous leur nom de plume Marius-Ary Leblond, sous lequel ils obtiennent le Goncourt en 1909. Ces deux écrivains fondateurs de l'association se sont installés en France à l'âge de vingt ans après des années passées à la Réunion — ce qui leur permet de se présenter comme d'« authentiques coloniaux » (Hargreaves 1984 : 6-10).

C'est en effet au service des « véritables » auteurs coloniaux que se voue l'association : des auteurs inconnus sur la place parisienne du fait de leur exil. Elle dénonce ainsi le succès d'écrivains voyageurs dotés d'une connaissance superficielle des réalités de leur quotidien, mais dont les livres bénéficient de gros tirages en raison de leur capital social qui les introduit dans

les réseaux culturels idoine. Cette situation conduit par exemple André Demaison à faire signer par les frères Jérôme et Jean Tharaud, de l'Académie française, son ouvrage *La Randonnée de Samba Diouf* (Cornevin 1986 : 5-7). Souvent administrateurs ou militaires, mais aussi parfois médecins, missionnaires, instituteurs, les écrivains coloniaux ne parviennent généralement pas à atteindre les instances de légitimation les plus centrales du champ littéraire français, notamment les grands éditeurs parisiens, en dépit de la prolixité de certains d'entre eux.

Ils rejoignent de ce point de vue les écrivains provinciaux qui les ont précédés de quelques décennies (Thiesse 1991 : 11, 141-143) par la création d'un « contre-champ » fait de revues, d'académies et de sociétés spécifiques, et la recherche de thématiques et d'esthétiques nouvelles pour contrer la centralisation littéraire française. Pour valoriser ces écrits, définis selon des arguments plus thématiques que poétiques, ils se comparent du reste eux-mêmes aux écrivains régionalistes, avec lesquels ils partagent des intérêts et des lieux de publication (Leblond 1926 : 7-8). Les chroniques des provinces françaises sont ainsi tenues par Henri Pourrat dans *La Vie*, une revue animée par les « frères » Leblond (en réalité cousins et beaux-frères), en charge de la chronique de la littérature d'outre-mer. Ces trois écrivains ayant été récompensés par le Prix Goncourt, dominants parmi les dominés, y « dénoncent l'ignorance, la méconnaissance de ce qui ne sort pas de Paris [...] » (Cornevin 1986 : 8).

Si les livres des écrivains coloniaux, écrits ethnographiques, romans d'aventure dans une veine exotique, récits de voyage, souvent édités dans des collections populaires ou des revues spécifiques, et accompagnés de reportages, obtiennent un certain succès au sein d'un secteur littéraire moyen, les éditeurs, la presse et les prix littéraires les plus prestigieux leur restent en effet peu accessibles au début du xx^e siècle. Pour contrer cette situation commerciale et littéraire périphérique, l'association se propose d'œuvrer à une légitimité spécifique qui permettrait de fondre ces écrits dans la littérature française.

Comme l'analyse James English (2005 : 269), leur position littéraire est indépendante des enjeux directement politiques entretenus autour de l'entreprise coloniale. Ainsi, le ministère des Colonies ne soutient pas l'association durant la période de l'Entre-deux-guerres, même s'il se décide à le faire en 1931 à l'occasion de l'Exposition coloniale, où l'association organise un Congrès de littérature coloniale (Hargreaves 1984 : 10-12). Le contenu de certaines œuvres ainsi labellisées va du reste souvent à l'encontre d'une volonté propagandiste de « faire connaître et aimer les colonies ». Parfois critiques, sans être pour autant anticolonialistes, des auteurs comme Robert Delavignette ou Robert Randau délivrent au contraire une vision ambiguë de la vie dans les colonies (Riesz 1999)¹³.

13. Sur les frontières floues séparant la littérature coloniale de la littérature africaine, et sur la grande diversité interne des écrits désignés derrière ce label, voir aussi P. HALEN (2013).

Les promoteurs de cette littérature cherchent plutôt à édifier leur légitimité autour de la défense de cultures étrangères spécifiques exprimées en français. Ils ne mettent ainsi en valeur que de manière indirecte les bienfaits de l'entreprise coloniale, entendue comme une vaste entreprise de civilisation. La mise en place d'un système éducatif colonial en est un exemple. Celui-ci permet à certains colonisés d'accéder à l'écriture en langue française, et de devenir écrivain : l'association cherche dès lors à intégrer ce vivier. Elle compte ainsi dans les années 1950 Léon-Gontran Damas et Tchicaya U Tam'si dans son comité, ainsi que Mongo Beti parmi ses membres, sans que l'on sache précisément comment ces trois auteurs, pourtant connus pour leur anticolonialisme, ont rejoint l'association. La présence de Beti (1955), auteur d'articles polémiques contre la « littérature rose » produite sur l'Afrique, qu'il voit incarnée dans *L'Enfant noir* de Camara Laye (également membre de l'association), et qui ne fut jamais récompensé par elle, semble particulièrement étonnante. Cette intégration semble s'être faite à son corps défendant, sans signifier une participation active de l'écrivain¹⁴. Peut-être liée au succès commercial du *Pauvre Christ de Bomba*, qui emporte le Prix Sainte-Beuve en 1956, ou aux préoccupations commerciales de son éditeur Julliard, elle témoigne certainement aussi d'une solidarité pragmatique entre les représentants de l'Afrique subsaharienne en métropole — un milieu social alors assez marginal et étroit. Une telle adhésion pouvait en effet permettre d'atteindre davantage de lecteurs en France, et, au moins en théorie, au-delà de la France, puisque l'association met en avant sa volonté d'y améliorer la diffusion et la distribution des livres.

L'association récompense alors avec parcimonie ces auteurs par l'intermédiaire de ses prix littéraires, plus nombreux dans les années 1950 — mais en évitant leurs textes clairement engagés contre le colonialisme. Le Grand Prix littéraire de la mer et de l'outre-mer est attribué à L. S. Senghor en 1949 et à René Maran en 1950 ; le Grand Prix littéraire de l'AÉF est octroyé à Martial Sinda en 1956 et à Tchicaya U Tam'si en 1957 ; Birago Diop et Ousmane Socé Diop reçoivent enfin le Grand Prix littéraire de l'AOF en 1950, l'année de sa création¹⁵. Mais la très grande majorité des prix remis par l'association sont alors bien décernés à des écrivains issus de la métropole (Cornevin 1980 : 12-14), qui adoptent parfois, à l'image de la Française Christine Garnier, influencée par son éditeur Grasset, un pseudonyme africain, plus accrocheur (Bush 2011). Son œuvre, vraisemblablement récompensée par le Grand Prix littéraire de l'AOF en 1951, *Va-t-en avec les tiens* !,

14. Source : échange de courriels avec Ambroise Kom et Odile Tobner en juin 2011. Tous deux se sont montrés fort sceptiques sur la participation de Mongo Beti à l'association, participation dont ils ignoraient l'existence.

15. Voir la liste des lauréats de ces deux derniers prix, répertoriée en annexes dans le tableau 3. L'association remet aussi le Prix Savorgnon de Brazza, le Prix du Sahara, le Prix franco-belge, le Grand Prix littéraire de l'Indochine, etc.

fut un *best seller* qui tomba dans l'oubli après la révélation de la supercherie — ce qui n'empêcha pas son auteure de recevoir quelques années plus tard le même prix sous son vrai nom.

Dès cette époque, se structure aussi dans les textes officiels de l'association un éloge constant des vertus assimilatrices et universelles de la langue française, qui doit permettre à tous les écrivains d'exprimer au mieux « leurs réalités », dans le respect d'une orthodoxie linguistique susceptible d'enrichissements, par un lexique étranger ponctuel par exemple. L'association se présente comme une communauté d'écrivains de langue française issus de tous les continents. De 1954 jusqu'en 1959, ses statuts officiels énoncent trois objectifs :

- donner à la propagande culturelle intéressant la mer et l'outre-mer l'impulsion la plus large et le caractère le plus élevé, aussi bien dans la métropole que dans l'outre-mer faisant partie de l'Union française ;
- grouper toutes les activités d'ordre intellectuel et social de la métropole et d'outre-mer en vue de la défense et du rayonnement de la civilisation et des traditions françaises, de l'exaltation des beautés et des richesses artistiques et économiques d'outre-mer ;
- assurer la diffusion de la littérature de la mer et de l'outre-mer en France et à l'étranger, en même temps que sauvegarder les intérêts moraux et matériels des écrivains appartenant à l'Association (ANEMOM 1954 : 6).

Une bonne partie de ce vocabulaire résonne alors avec l'objectif symbolique de l'État français d'unifier et de consolider un fonds culturel pour la récente Union française. Le troisième objectif, plus matériel, fut également exprimé dans l'Entre-deux-guerres (Hargreaves 1984 : 13). Il se retraduit par des aides ponctuelles portées individuellement à des écrivains, à travers des prêts ou des bourses, et des opportunités commerciales liées à l'organisation de ventes-dédicaces. Nous n'avons en revanche pas trouvé d'éléments attestant une action concrète de l'ADELF pour favoriser la distribution des livres à l'extérieur de la France. Ces statuts sont modifiés dans les années 1980, et à nouveau dans les années 1990. Moins ambitieux, ils sont aussi moins empreints d'une rhétorique d'inspiration coloniale. Avec le temps, les prétentions de l'association se sont ainsi modérées¹⁶ : celle-ci ne vise plus qu'à faciliter, sur un ton moins glorieux, les rencontres et les relations entre écrivains de langue française, sans plus évoquer leur reconnaissance auprès des institutions « métropolitaines ». Mais c'est aussi que les activités et les moyens de l'association se sont drastiquement réduits à partir des années 1990.

16. Ses statuts actuels, qui nous ont été remis par le secrétariat en 2011, fixent quatre objectifs : « de favoriser dans le monde l'expansion des littératures de langue française ; d'encourager et de soutenir les écrivains d'expression française où qu'ils se trouvent ; de grouper les activités d'ordre intellectuel et social relatives à la défense et au rayonnement de la langue française et des civilisations du monde francophone ; de sauvegarder les intérêts moraux et matériels des membres de l'Association. »

L'histoire de l'ADELF n'est en effet pas exempte de discontinuités : elle est marquée par des expansions et des déclin successifs, en termes de membres, d'envergure et de financements. Ses adhérents et ses sociétaires augmentent régulièrement les soixante premières années de son existence : ils sont 17 en 1948, 168 en 1949, 301 en 1952, 680 en 1971, 300 en 1976, 1 800 en 1980, et atteignent 2 500 en 1986, de près de soixante-dix nationalités différentes. Ils ne sont plus qu'environ 600 en 2010, dont la moitié seulement est à jour de ses cotisations¹⁷. On peut se faire une idée de la composition géographique et sociale de ces membres en examinant la liste d'adhérents recensés dans les annuaires successifs, publiés jusqu'en 1986. En 1981, si l'on adopte pour indicateur le classement interne de l'annuaire, faisant suivre chaque nom d'une adresse postale, plus des deux tiers des 2 000 adhérents résident en Europe, 16 % en Amérique, moins de 10 % en Afrique, et environ 3 % en Asie et dans des îles (Madagascar, Mascareignes, Seychelles, Comores). Sur la population résidant en Europe, un bon nombre habite Paris (en particulier dans les arrondissements comme le 15^e, le 16^e, le 6^e et le 7^e), et ses banlieues favorisées (Neuilly, Versailles). Au nombre des professions qui reviennent régulièrement dans cette population essentiellement masculine, outre la mention régulière d'une activité d'écrivain, celles de fonctionnaire, politicien, ou enseignant et chercheur sont particulièrement bien représentées. Cette composition sociale est assez proche de celle qui transparaît dans les autres annuaires, même si les enseignants et les journalistes, moins représentés en 1954, semblent s'être affirmés au fil du temps. Cette continuité sociale sensible des membres de l'association se double d'une continuité spatiale.

En dépit de sa revendication d'ouverture à l'international, l'association témoigne ainsi d'un fort ancrage institutionnel et géographique en France. Après avoir installé ses locaux rue de la Bienfaisance dans le 8^e arrondissement parisien à la fin des années 1940, en alternance avec le boulevard Haussmann (de Raimondi 1984 : 28), l'ANEMOM est logée en 1966, à la suite de difficultés financières, à l'Hôtel de Massa dans le 14^e arrondissement, où l'accueille la Société des gens de lettres. Ce n'est pas la première fois que les deux structures collaborent : la SRACF y était également basée dans les années 1930, bénéficiant alors de l'appui de Jean Vignaud, défenseur de la littérature coloniale et président de la Société des gens de lettres (SGDL). L'Académie des sciences d'Outre-mer¹⁸ accueille aussi, particulièrement

17. Ces données ont été compilées à partir des annuaires et des rapports annuels publiés par l'association, ainsi que d'entretiens avec les responsables de l'association tenus en 2011 et en 2014.

18. Cette institution, dotée de presque trois cents membres répartis en cinq sections, possède une bibliothèque imposante située dans le 16^e arrondissement de Paris, consacrée à l'empire colonial français et aux pays du tiers-monde. Elle organise des séances de travail hebdomadaires, donnant le jour à des publications encyclopédiques, telles que *Mondes et Cultures*, ou *Hommes et Destins* dans ces années-là.

dans les années 1970 et 1980, divers événements de l'ADELF, comme les assemblées générales ou les réunions du jury des prix littéraires. Ces liens, institutionnels et matériels mais aussi symboliques, concourent à un certain prestige de l'association. Après son éviction de l'Hôtel de Massa par la SGDL, celle-ci est toutefois relogée en 1988 dans un local du 14^e arrondissement obtenu par l'intermédiaire de la Mairie de Paris, suffisamment grand pour accueillir sa bibliothèque, ses archives et des réunions occasionnelles. C'est pour des raisons financières qu'elle le quitte en 2012, se débarrassant également de sa bibliothèque et de ses meubles, pour rejoindre la maison des associations du 14^e arrondissement, qui permet de bénéficier d'une boîte aux lettres et d'un lieu ponctuel de réunion.

Placée sous le haut patronage du président de la République française depuis les années 1940, l'ADELF est constituée de deux comités : un comité de direction presque exclusivement masculin, et un comité d'honneur de vingt-cinq personnes qui sont le plus souvent aussi membres d'académies, telles que l'Académie française, l'Académie Goncourt, l'Académie des sciences morales et politiques, l'Académie royale de Belgique, ou d'autres institutions culturelles établies, comme le comité directeur de l'Alliance française. Ces appartenances institutionnelles apparaissent systématiquement dans les publications produites par l'association sur elle-même, numéros de revues, annuaires ou actes de colloques, ce qui atteste leur importance honorifique.

Les patronages choisis pour l'association, qui n'ont été que légèrement modifiés au fil du temps, renseignent aussi sur ses soutiens institutionnels auprès de différents pouvoirs nationaux, susceptibles d'accorder des subventions. Les « patrons » sont cependant loin d'endosser le même statut politique en fonction des pays qu'ils représentent : leur rang décroît pour ainsi dire avec l'ancienneté politique de ceux-ci. Le comité de patronage comporte des secrétaires d'État et des ministres français, chargés de l'Éducation nationale, de la Culture, mais aussi des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Francophonie. Dans le cas de la Belgique, du Canada, de l'île Maurice, de la Suisse ou du Luxembourg, ce sont les ambassadeurs ; dans celui du Québec, le délégué général, alors que dans celui des pays francophones d'Afrique subsaharienne, auxquels s'ajoutent les Comores et Madagascar, ce sont les présidents de la République. Aucun diplomate ou politicien n'a été choisi dans un autre pays d'Europe, d'Asie (même dans les anciennes colonies françaises), ou d'Amérique : l'Afrique reçoit donc là un statut très particulier, où les plus hautes autorités à la tête des États parrainent l'association. C'est toujours le cas actuellement, quand certains hommes politiques, comme le Togolais Edem Kodjo qui a fait l'objet d'une biographie récompensée par le Grand Prix littéraire d'Afrique noire en 2012, sont aussi investis dans le comité directeur de l'association.

Quant aux activités de l'association, leur ampleur et leur nature évoluent avec le temps. Un système d'entraides et de bourses vise à soutenir les écrivains qui peuvent aussi avoir recours à l'ADELF, association « apolitique »

en cas de difficultés avec les pouvoirs en place à partir des années 1960, au nom du « respect des droits de la personne humaine et [de] la considération dont doivent bénéficier des écrivains qui constituent l'élite des jeunes nations » (Cornevin 1980 : 21). Les archives montrent que ce système d'entraide a pu être mobilisé en faveur d'écrivains comme Boubou Hama, lors de son emprisonnement au Niger, Robert Cornevin s'engageant alors par des courriers et des actions de protestation. L'ADELF mène aussi, dans les années 1980, une réflexion sur les droits d'auteur dans la relation auteur-éditeur qui débouche sur la proposition de contrats-types sur le modèle québécois, et dans la relation auteur-administration fiscale, pour défendre les droits sociaux et fiscaux des écrivains (de Raimondi 1984 : 101-102). Les colloques et les conférences faisant ultérieurement l'objet d'ouvrages — dix volumes édités de 1991 à 2003, sur des thèmes comme *Les Chefs d'État écrivains en pays francophones*, ou *La Francophonie en Afrique* — ou de publications régulières de l'association (voir tableau 2 en annexes), disparaissent cependant dans les années 2000. Ils ont été remplacés par des cafés littéraires mensuels plus modestes, organisés autour d'un titre ou d'un auteur primé ou remarqué par l'association, et par des débats ponctuels autour d'un conférencier. Les dispositifs d'action de l'association comportent aussi les prix littéraires qui ont connu une expansion dans les années 1950 puis dans les années 1970 et 1980.

De telles périodes d'essor des activités de l'association sont soumises aux soutiens littéraires mais aussi financiers dont elle dispose, et à sa bonne gestion, afin que la croissance des événements organisés ne suscite pas d'endettement. Deux secrétaires salariées l'ont faite fonctionner jusqu'à la fin des années 1980 ; il ne fut ensuite plus possible d'y avoir recours, et les secrétaires furent remplacées par des bénévoles, seuls à faire fonctionner l'ADELF actuellement. Les recettes de l'association proviennent essentiellement des cotisations, des dons, des abonnements aux publications, de subventions étatiques ou institutionnelles variées, publiques ou privées, et des gains occasionnés par les ventes-dédicaces, organisées chaque année de 1948 à 1994.

Événements mondains importants, ces ventes de livres accompagnées de séances de dédicaces se déroulent au ministère de la France d'outre-mer, puis le plus souvent dans des salles de l'Unesco réparties selon des « comptoirs » géographiques, selon une mise en scène exotique. Dans les années 1950, des étudiants de l'École nationale de la France d'outre-mer guidaient les visiteurs, au son de la Marseillaise, dans des lieux dûment décorés, emplis de livres renvoyant à un espace géographique bien plus vaste :

« On vient pour retrouver — ou connaître — cette ambiance affectionnée des marins et des coloniaux, où tout parle de la mer et de l'outre-mer. La salle tout d'abord, artistiquement décorée par les services du Ministère de la rue Oudinot, avec de larges tentures qui rappellent ici Tananarive, là Bamako, là tel autre coin de la brousse tonkinoise ou de nos vieilles "îles". [...] Voici des livres et des livres aux

couvertures multicolores, qui à elles seules suffisent à faire rêver du grand soleil des tropiques, des sables, du désert, de toutes les brousses, des chevauchées à méhara, des longues descentes de fleuve en pirogue, des randonnées plus longues encore en auto ou en avion à travers les continents » (ANEMOM 1954 : 61).

Ce faste et ce décorum, prolongés plus tard sous d'autres formes, tels des drapeaux des pays représentés, disposés en forme de nappes sous les livres, renvoient aux territoires évoqués dans les ouvrages, vendus en nombre lors de ces occasions¹⁹. Les ventes-dédicaces cessent en raison de la lourdeur de leur fonctionnement et de leurs recettes déclinantes, précisément au moment où commencent à se multiplier les salons du livre et les festivals littéraires en France, qui voient s'entremêler de la même manière les préoccupations commerciales et symboliques. Les ventes de l'ADELF sont aussi inaugurées par différentes personnalités politiques, dont le président de la République française dans les années fastes de l'association, puis par des ministres comme Pierre Messmer dans les années 1980.

Les structures et le cadre institutionnel de l'ADELF révèlent donc l'intrication des logiques temporelles aux gestes de légitimation littéraire. L'association trouve ainsi une nouvelle vigueur dans les années 1970 avec l'apparition des institutions francophones, l'Agence de coopération culturelle et technique et l'Organisation internationale de la francophonie, créées toutes deux à Niamey en 1970 en présence de représentants de l'association. Mais le projet de faire de l'ADELF un opérateur de l'OIF, qui aurait pris en charge les frais de fonctionnement y afférant, vivace dans les années 1990, n'aboutit pas. Les difficultés financières rencontrées par l'association coïncident alors au contraire avec une redéfinition de la politique culturelle en France, à travers l'institutionnalisation d'une politique de diversité culturelle, un élargissement de la définition de la culture, et une réorientation des objectifs de la « francophonie », davantage tournée vers des aides à l'exportation et à la traduction de livres en français devant la domination de l'anglais (Dubois 1999 ; Sapiro 2008 : 74-76). Du fait de la réduction générale de ces subventions, le devenir de l'association est actuellement incertain, dans un contexte mondial où les récompenses artistiques se trouvent de plus en plus souvent dotées par des mécènes privés (English 2005 : 389).

Mais ces liens entretenus avec des institutions politiques françaises et africaines, chargées de financer, de patronner, de présider l'ADELF s'appuient aussi sur un impensé, puisque la colonisation ne fait l'objet d'aucune réflexion dans les discours tenus par les dirigeants de l'association : tout au plus d'une discrète nostalgie qui en légitime volontiers les principes. L'étude des trajectoires sociales des dirigeants ayant imprimé ces directions peut éclairer de tels parti-pris.

19. Source : entretien avec un ancien président de l'association, en mars 2014. Celui-ci précise que les écrivains pouvaient vendre jusqu'à une cinquantaine d'exemplaires d'un même titre à ces occasions.

Les dirigeants de l'ADELF et leurs réseaux, de Jean d'Esme (1894-1966) à Robert Cornevin (1919-1988)

La longévité de l'association s'est en effet largement appuyée sur l'inscription de ses membres dirigeants et de ses patrons dans des réseaux sociaux et politiques susceptibles d'en assurer l'assise institutionnelle. Selon Cornevin (1968 : 15), les responsables de l'association ont été des « gens de plume, certes, mais aussi et surtout des hommes d'action ». Souvent investis dans des institutions littéraires (tels Louis Bertrand, coopté à l'Académie française, ou Jean Ajalbert, à l'Académie Goncourt), ils ont aussi joué des rôles variés dans les colonies, en tant que professeurs (Louis Bertrand), militaires (Roger Coindreau), administrateurs, ou encore journalistes (Pierre Mille). Les trajectoires de deux présidents au long cours, Jean d'Esme et Robert Cornevin, dotés d'une importante multipositionnalité dans des structures de pouvoir temporel à la fois littéraires et politiques, ce qui est une propriété des dominants (Boltanski 1973), seront particulièrement détaillées ici. Un tel cumul des mandats et des fonctions, qui avait déjà permis l'essor de l'association dans les années 1930 après des débuts difficiles (Hargreaves 1984 : 13-14 ; Cornevin 1986 : 10-11), a historiquement concouru en effet à en assurer l'assise institutionnelle dans les années 1950 puis 1970.

Le Vicomte d'Esmenard (1894-1966), mieux connu sous le nom de Jean d'Esme, fut un journaliste, un réalisateur et un écrivain placé à la tête de l'ADELF de 1948 à 1964. Né à Shanghai, il est issu d'une famille de la noblesse provençale, émigrée à la Réunion pendant la Révolution française. Il devient journaliste après la Première Guerre mondiale, et voyage en Afrique centrale et en Afrique de l'Est, ainsi qu'à Madagascar. Il publie de nombreuses biographies, en particulier celles de héros militaires souvent associés à l'entreprise coloniale, comme le Maréchal Leclerc, Henry de Bournazel, Joseph Gallieni et Charles de Gaulle, mais aussi des romans et des récits de voyage. Bien conscient, selon Cornevin (1967 : 39), des changements profonds dus aux Indépendances et de la nécessité d'adapter l'association en conséquence, membre influent de la Société des gens de lettres et du comité de la Caisse des lettres, il a fait profiter l'ANEMOM de ses réseaux (Surel 1997 : 60), de la même manière que Robert Cornevin quelques années plus tard.

Ce dernier eut, en une période d'importants changements géopolitiques, une trajectoire à l'intersection de logiques scientifiques et mondaines, à la manière d'autres érudits et savants fortement impliqués dans l'entreprise coloniale, comme Robert Delavignette ou Richard Thurnwald (Mouralis *et al.* 2003 ; Steinmetz 2010). Comme Jean D'Esme, qui la présida brièvement en 1955-1956, il fut membre de la Société des gens de lettres, et membre de l'Académie des sciences d'outre-mer, avec le statut de secrétaire perpétuel durant les dix-sept années où il dirigea aussi l'ADELF.

Né en 1919 à Malesherbes, dans le Loiret, il est issu d'une vieille famille bourguignonne — son père est trésorier payeur général (de Molènes 1989).

Après ses études secondaires achevées au lycée Louis-le-Grand, il entre en 1938 à l'École nationale de la France d'outre-mer, d'où il sort breveté en 1942, après un premier voyage sur la Côte d'Afrique en 1939 et un stage au Sénégal en 1939. C'est à Djougou (Dahomey) qu'il débute comme administrateur adjoint en 1941, mais, mobilisé en 1939-1940, il l'est à nouveau entre 1942 et 1947 au Cambodge. En poste successivement en Algérie, à Ceylan et au Sénégal, animé par une « vocation africaine » (Suret-Canale 1989 : 562), il sert ensuite au Togo, de 1948 à 1956, comme commandant de cercle dans des postes de brousse. Son épouse Marianne, médecin, est sa collaboratrice, et participe bientôt également en tant qu'historienne à ses recherches, cosignant un certain nombre de ses livres, et signant seule des ouvrages sur l'histoire contemporaine de l'Afrique et sur l'Afrique du Sud. S'il ne témoigne pas d'intérêt pour les langues africaines contrairement à Maurice Delafosse, autre administrateur colonial (Amselle & Sibeud 1998), Cornevin utilise comme ce dernier ses tournées de recensement pour collecter des traditions orales et des données anthropologiques, par exemple sur les populations montagnardes de l'Atakora auxquelles il consacre ses premières recherches.

Contributeur occasionnel à *Présence africaine*, présent dans les réseaux coloniaux ou africanistes, il est un auteur prolifique, aux connaissances encyclopédiques, pour qui la littérature est partie intégrante d'un savoir plus vaste — ce qui contribue à tisser davantage les liens précoces entretenus entre l'africanisme et la littérature africaine (Aggarwal 2010). Il publie son premier ouvrage à 37 ans, *Histoire de l'Afrique des origines jusqu'à nos jours*, qui est salué par les spécialistes. Il soutient une thèse de doctorat d'État en 1960 : une *Histoire des peuples d'Afrique* inspirée de Dietrich Westermann, avec une thèse complémentaire consacrée aux Bassari du Nord-Togo. Outre ces recherches monumentales, il publie des monographies par pays, particulièrement sur le Togo, mais aussi sur le Bénin, le Congo, le Zaïre, ou le théâtre en Haïti, ainsi que des livres sur la littérature et le théâtre de langue française en Afrique et aux Caraïbes. Ses ouvrages érudits sur l'Afrique constituent pour les historiens de précieuses sources d'informations (Suret-Canale 1989 : 562-563), qui ont cependant pour corollaire une absence générale de hiérarchisation des données, particulièrement dans le domaine littéraire, et un attachement à une vision traditionnelle de l'histoire, centrée sur les événements, les grandes figures et l'ordre établi par la colonisation (*ibid.* : 562). Les nombreux discours et hommages aux membres de l'association qui parsèment les publications restituant les activités de l'ADELF mettent ainsi bien souvent sur le même plan des œuvres culturelles dotées de légitimités distinctes²⁰.

20. Robert CORNEVIN (1980 : 52) parle ainsi d'une manière lyrique des œuvres d'Henri Queffélec, son prédécesseur à la direction de l'association, « l'un des plus grands écrivains de la mer jamais rencontré dans la littérature du monde », en proposant à la suite d'entonner des chants de marins, plus efficaces que « cet ennuyeux discours ».

En 1960, Cornevin est nommé directeur du Centre d'étude et de documentation sur l'Afrique et l'outre-mer, organisme dépendant de la Documentation française, qui avait hérité du fonds de l'Agence des colonies : il occupe ce poste jusqu'à sa retraite en 1985. C'est en tant qu'africaniste qu'il participe à des congrès et des colloques et dispense des cours et des conférences dans de nombreuses institutions universitaires. Son investissement dans ces multiples institutions et dans ces réseaux sociaux variés, a servi son action au service de l'ADEF. Ayant atteint le grade d'administrateur en chef de la France d'outre-mer, comme Robert Delavignette ou Georges Hardy avant lui, il est aussi officier de la légion d'honneur, et fait l'objet de multiples distinctions honorifiques tant françaises qu'internationales, de son vivant comme après sa mort²¹.

C'est Edmond Jouve, professeur émérite de sciences politiques de la faculté de droit de l'Université René Descartes, qui prend sa succession de 1989 à 2002 à la tête de l'ADEF, dont il a déjà assuré le secrétariat général de 1984 à 1988. Né en 1937, il achève ses études de droit par un doctorat d'État en sciences politiques sur le général de Gaulle et la construction de l'Europe. Il cumule ensuite ses fonctions de maître de conférences à l'Université de la Sorbonne avec de nombreux voyages en Afrique et en Europe de l'Est, où il remplit également occasionnellement le rôle de conseiller auprès des gouvernements en tant que politiste. Engagé dans le combat anti-colonialiste dans sa jeunesse, puis tiers-mondiste spécialiste des relations internationales, il est l'auteur d'une bonne dizaine d'ouvrages pédagogiques, par exemple dans la collection « Que sais-je ? », sur le Mali, le Tiers-Monde, le développement et les relations internationales, y compris un livre d'entretiens avec Moammar El Kadhafi (El Kadhafi & Jouve 2004). Davantage orienté vers l'enseignement que vers la recherche, il construit sa carrière de politiste à travers des ressources relationnelles, permises notamment par son adhésion à des associations et à des sociétés savantes honorifiques, et par des voyages réguliers dans de nombreux pays du monde²². À la manière de ses prédécesseurs, il est ainsi président honoraire de l'Académie des sciences d'outre-mer, membre de la Société des gens de lettres et de l'Institut français des relations internationales.

À son départ de la présidence de l'ADEF au début des années 2000, il est bientôt remplacé par Jacques Chevrier en 2004, professeur émérite à l'Université Paris IV Sorbonne, spécialiste de littérature africaine, qui avait déjà pris la direction du jury du Grand Prix littéraire de l'Afrique noire. Si les trajectoires sociales de ces dirigeants successifs sont contrastées, elles révèlent toutes l'importance de leur capital social, *via* la surface de leurs

21. Il a ainsi été fait membre d'institutions comme l'Académie royale des sciences d'outre-mer de Belgique ou l'Académie malgache. Un prix Robert Cornevin est remis à l'Académie des sciences d'outre-mer depuis 1990 à un historien ayant écrit sur l'Afrique.

22. Il a ainsi enseigné dans 126 pays du monde (entretien, 2014).

réseaux, et leurs investissements pluriels dans d'autres institutions, littéraires, universitaires ou mondaines, susceptibles de soutenir l'ADELF. L'organisation des prix littéraires, mobilisant un nombre important de jurés et de candidats chaque année, illustre cette importance des relations sociales entretenues par les dirigeants de l'association.

Le « Goncourt africain » (1961-2012) : un prix précurseur ?

Les prix littéraires représentent actuellement l'activité la plus importante de l'association. Parmi eux, le plus réputé, de l'avis des responsables successifs de l'institution, est consacré à l'Afrique noire. Selon ces derniers, il suscite ainsi en amont l'envoi spontané de nombreux manuscrits, davantage que les autres prix littéraires remis par l'association. En aval, il fait l'objet d'une réception critique et commerciale favorable, particulièrement dans les pays d'Afrique. Quelles sont ses caractéristiques et sa réception ? Lorsque cette récompense littéraire est évoquée dans les milieux spécialisés, le ton alterne ainsi entre le dédain et la reconnaissance de la justesse des choix littéraires exercés par son jury. Les propos d'un ancien éditeur ayant publié de nombreux auteurs issus d'Afrique témoignent de cette ambivalence de jugement :

« Si on regarde la liste, elle est quand même drôlement bien, hein ! Nous, on l'a eu avec XXX par exemple, et moi je trouve que c'est un auteur très, très doué, hein ! Non, moi je trouve que c'est bien, simplement le contexte, le Sénat, l'association qui... Ça sent un peu les ex-colonies, un peu trop, voilà ! » (entretien, mai 2011).

Pour comprendre cette appréciation, on peut s'appesantir sur les deux éléments évoqués — le « contexte » d'une part, la « liste » d'autre part. Décernées à l'automne, comme les grands prix français, ces récompenses ne sont toutefois remises qu'au printemps, lors d'une cérémonie spécifique, au Sénat jusqu'en 2008, puis au restaurant de l'Unesco les deux années suivantes, la cérémonie ayant eu lieu pour la première fois dans un restaurant en 2011. L'événement prend alors la forme d'un dîner statique, où la répartition de la dizaine de tables rondes correspond à la distribution géographique des prix, à travers un dispositif qui rappelle celui des ventes-dédicaces.

Comment les lauréats sont-ils sélectionnés ? Différentes études ont souligné l'importance de la composition du jury pour assurer le prestige d'un prix. Un jury prestigieux en assure le poids symbolique, le capital social suscitant du capital symbolique, lui-même éventuellement vecteur de capital économique (English 2005 : 172, 194 ; Dozo & Lacroix 2010). Or, selon la présentation qu'en fait Robert Cornevin (1980 : 25) durant sa présidence, le jury comprend « traditionnellement » trois ambassadeurs d'États de l'Afrique francophone à Paris, « tirés au sort chaque année », trois membres d'une des cinq Académies de l'Institut de France, un représentant du ministère

de la Coopération, et trois membres du comité directeur de l'ADELF (*ibid.* 1976 : 187-188). On peut s'étonner de la présence de personnalités politiques peu caractérisées *a priori* par la sagacité de leurs jugements littéraires, et peu susceptibles d'assurer le capital symbolique de ce prix selon le cercle vertueux esquissé plus haut. La présence minoritaire de trois académiciens révèle elle-même un choix structurel de prendre pour modèle les grands prix littéraires français, sans garantie de compétence pour juger d'une valeur littéraire proprement « africaine ». En entretien, certains jurés actifs dans les années 1980 confirment l'application de ce règlement, mais également la passivité des diplomates, longtemps tirés au sort pour composer les jurys, qu'ils ont qualifiés de « potiches ». La composition de ce jury se modifie cependant progressivement par la suite.

Ces critères historiques sont amendés avec le règlement en 2004, dont l'article 8 autorise le vote par correspondance, et décide qu'« en cas de partage des voix, celle du président est sans appel ». Cette influence exercée par les présidents semble en effet prépondérante depuis cette période, sur le modèle des grands prix littéraires français (Sapiro 1999 ; Ducas 2013). Elle repose en partie sur leurs relations sociales, leur permettant de privilégier d'autres membres du jury volontiers favorables à leurs décisions, parmi lesquels de nombreux journalistes, également surreprésentés dans les grands prix littéraires français (Dozo & Lacroix 2010). D'autres modifications ont été apportées par ces nouvelles dispositions, atténuant la composition politique du jury au profit de la compétence littéraire et de la connaissance de l'Afrique : n'y restent plus qu'un seul membre du comité directeur de l'ADELF, deux personnalités africaines de deux États d'Afrique noire désignées par roulement, un représentant du ministère de la Coopération (qui n'existe plus car intégré depuis 1999 dans le ministère des Affaires étrangères), quatre personnalités compétentes dans le domaine de la littérature de l'Afrique noire, et, si possible, le précédent lauréat.

Certains membres du jury y ont été actifs pendant de nombreuses années. C'est par exemple le cas de Frédéric Pacéré-Titinga, avocat et écrivain résidant au Burkina Faso, couronné en 1982 par le Grand prix littéraire d'Afrique noire pour *La Poésie des griots* édité chez Silex, auteur d'une cinquantaine d'ouvrages, principalement des recueils de poésie parus chez P. J. Oswald, L'Harmattan, Silex, et à compte d'auteur, comme à la Fondation Pacéré à Ouagadougou. Honoré par diverses récompenses distinctives dans son pays et à l'international, cet auteur représente un cas, assez rare au Burkina Faso, de cumul de légitimités littéraires et professionnelles, internationales et locales. Engagé dans des associations d'écrivains dans son pays, il est aussi connu localement pour sa défense et sa connaissance de la culture mossi, en grande part non écrite, qui constitue l'une de ses sources d'inspiration esthétique (Bianchini 2008 : 123, 131). Cet auteur, ayant adressé un hommage poétique à Edmond Jouve, ancien président de l'ADELF qui l'a incité à se porter candidat au prix Nobel de littérature (Pacéré-Titinga 2009),

reste toutefois relativement peu connu en France, où il n'a pas accédé à l'édition généraliste, au-delà de cercles spécialisés.

Les règlements successifs témoignent cependant aussi de la mise en œuvre de paramètres externes au texte même des œuvres récompensées, plus importants pour le Grand Prix d'Afrique noire que pour les autres prix remis par l'association. La composition des jurys de ces derniers ne font clairement pas, en effet, intervenir de représentants de la sphère politique : les critères retenus pour les jurés s'y limitent à la nationalité et au statut d'écrivain des cinq à dix membres des différents jurys. Paradoxalement, c'est ce prix africain faisant exception qui semble fonder le plus, historiquement et littérairement, la légitimité de ces récompenses et de l'association. Si le financement étatique du déplacement des lauréats n'est plus d'actualité, l'idée du « prestige » persistant du Grand Prix d'Afrique noire sur le continent africain est partagée par les dirigeants actuels de l'ADELF. Ainsi, nulle publicité n'y serait nécessaire puisque « la presse des pays concernés en Afrique, aux Mascareignes, à Madagascar, au Québec, à Haïti, etc. consacre des colonnes entières à nos activités » (Cornevin 1986 : 19). S'il est difficile de mesurer quantitativement les effets concrets du prix en termes de vente d'ouvrages et de prestige, en 2010, diverses publications électroniques « africaines » donnent de fait de la publicité à cette distinction, dressant le portrait du lauréat Gabriel Okoundji, poète originaire du Congo²³.

En 2007, une antenne de l'association a été créée au Cameroun pour l'Afrique centrale. C'est un cas unique à ce jour, qui fit l'objet d'un accord noué entre Jacques Chevrier et le ministre de l'Enseignement supérieur du Cameroun, Jacques Fame Ndongo. La création de cette sous-section émane d'une requête de ce dernier à l'occasion d'une tournée de Jacques Chevrier en Afrique pour des conférences. Elle est destinée à améliorer la visibilité des littératures publiées dans la sous-région, moins bien représentées, de fait, au sein des titres primés par le Grand Prix littéraire d'Afrique noire que celles publiées en France, et par des écrivains de la diaspora. Cette revendication, qui avait émané des publics assistant aux conférences de Chevrier, vise du même coup à faciliter la publicité et l'acheminement des livres édités au Cameroun, en République centrafricaine, au Tchad et au Gabon auprès du jury du prix littéraire, ce qui montre l'importance de celui-ci pour les écrivains localisés dans ces pays²⁴. Une cérémonie d'intronisation eut lieu en présence de responsables politiques — Jacques Fame Ndongo est nommé président d'honneur de l'antenne et Pabé Mongo, autre écrivain, est nommé président.

23. On trouve ainsi divers articles dans *Mwindi.org* ; *Conogonova* ; *Digitalcongo.net* ; *Afrik.com*... et dans la presse régionale — Gabriel Okoundji vit depuis 1983 à Bègles, dans le sud-ouest de la France.

24. Site de l'ADELF, consulté en janvier 2012 : <<http://web.me.com/tomaloc/ADEL-AC/Accueil.html>>.

Outre la perception d'un tel décalage géographique, qu'est-ce qui caractérise, plus précisément, les lauréats du prix sur ses cinquante années d'existence ? Les titres récompensés figurent avec leurs auteurs et éditeurs en annexes dans le tableau 4. Le recours à des récompenses additionnelles, à travers des mentions spéciales, des attributions pour l'ensemble d'une œuvre, ou hors concours, atteste aussi la grande souplesse du prix littéraire, dont l'amplitude semble s'ajuster à l'étendue des parutions africaines du moment. À l'inverse de ce que laisserait penser une appréhension extérieure de la composition sociale et mondaine du jury du prix et du positionnement de l'association, les choix littéraires ne semblent pas nécessairement privilégier des ouvrages évitant, par exemple, le thème de la colonisation. Mais il est difficile de trancher ce point en l'absence de connaissance précise du fonctionnement de la sélection, malgré quelques témoignages qui évoquent ce prix comme une tutelle française de contrôle (Makouta-Mboukou 1983 : 216). Deux facteurs complémentaires ont pu concourir à favoriser la reconnaissance ultérieure de certains auteurs primés. D'une part, le manque d'intérêt général pour cette production littéraire en France dans les décennies qui suivent les Indépendances a pu limiter la concurrence, en concentrant l'attention sur un petit nombre de titres. D'autre part, le « cercle vertueux » de la carrière littéraire ultérieure, et/ou d'une canonisation rétrospective a pu favoriser une sélection positive des titres primés, mis aux programmes scolaires ou universitaires dans les pays d'Afrique, sélectionnés pour des anthologies et des dictionnaires, et davantage disponibles sur le marché du livre par exemple.

Ainsi, presque aucun auteur issu d'Afrique reconnu comme un auteur classique par les institutions littéraires n'en est absent : tout au plus peut-on souligner l'absence (déjà relevée) de Mongo Beti, celles de Valentin-Yves Mudimbe, de Sylvain Bemba ou de Williams Sassine. Mais certains écrivains récompensés n'ont connu que des carrières courtes ou interrompues, ou n'ont pas affermi leur réputation littéraire — par exemple Jean-Pierre Makouta-Mboukou, également membre du comité directeur de l'ADELF. Autrement dit, si certains auteurs sont restés dans ce « ghetto », d'autres écrivains, comme Ahmadou Kourouma ou Alain Mabanckou, ont ensuite accédé à une reconnaissance moins marquée : à l'instar de ces deux derniers, il s'agit essentiellement d'auteurs publiés chez de grands éditeurs français.

Les 65 ouvrages primés de 1961 à 2012 comprennent une grande majorité de romans (42), loin devant les essais (7), les autobiographies (4), les recueils de poésie (3), les recueils de nouvelles (2), les recueils de contes ou de littérature traditionnelle (3), les ouvrages critiques (3), et seulement une pièce de théâtre. Cette prépondérance du genre romanesque aligne clairement le Grand Prix littéraire d'Afrique noire sur le modèle des grands prix littéraires français, qui lui ont toujours fait la part belle — la création du prix Goncourt ayant précisément servi à valoriser les romanciers exclus de fait de l'Académie française, tel Émile Zola, qui y fut refusé vingt-cinq fois. Pourtant la poésie, déjà pratiquée en Afrique avant la colonisation,

reste le genre littéraire le plus prisé quantitativement et qualitativement par les écrivains issus du continent, et particulièrement par les débutants, jusqu'au moment symbolique de la cooptation de Senghor à l'Académie française en 1983 (Ducournau 2012 : 108-109, 123-143).

Les pays d'origine les mieux représentés — qui figurent sur la liste des ouvrages primés à côté du nom de l'écrivain dans le tableau 4 reproduit en annexes — sont le Cameroun (12, dont deux femmes), le Sénégal (10, dont 4 femmes), le Congo (9, dont une femme) et la Côte-d'Ivoire (8, dont une femme), le Mali (6, dont une femme) et le Togo (5), suivis du Bénin et du Burkina, de la Guinée et de la République démocratique du Congo (3 chacun). Dix femmes ont été récompensées au total sur les 72 lauréats. Trois Français ont également été primés pour des ouvrages sur l'Afrique : Jean Sévry en 2007 ; Jean Jolly, avec une mention spéciale, en 2009 ; Sonia Euzenot-Le Moigne en 2011. Il y a de ce point de vue une inversion quantitative du type de lauréats choisis par rapport à la période coloniale, où ils étaient dans leur très grande majorité des métropolitains ou des colons français.

Parmi les éditeurs des 65 livres primés, les éditions Présence Africaine (13 titres) sont de loin les mieux représentés, suivi des Nouvelles éditions africaines (NEA) (5), de L'Harmattan (5), du Seuil (4), de Clé (4), Actes Sud (3) et Gallimard (3), puis des éditeurs généralistes tels qu'Albin Michel et le Serpent à plumes, ou spécifiques comme Karthala et Silex (chacun deux ouvrages primés). Les choix reflètent assez bien les possibilités éditoriales du moment : Présence Africaine et les éditeurs africains sont presque les seuls présents dans les deux premières décennies, puis s'effacent devant les nouveaux éditeurs spécifiques et les maisons généralistes françaises, souvent à travers leurs collections « africaines » (Continents noirs et Lettres africaines) — même si les éditeurs localisés en Afrique, dont les livres ne circulent pas toujours aisément en France, bénéficient toujours d'une certaine présence. Sur la longue durée, un seul ouvrage primé est paru en Suisse, un quart d'entre eux en Afrique (16), tous les autres en France, principalement à Paris : 24 chez des éditeurs spécifiques et 25 chez des éditeurs généralistes. La volonté initiale de l'association de promouvoir les institutions non parisiennes semble s'être atténuée avec le temps, et notamment sous l'effet de l'évolution des possibilités éditoriales pour les écrivains issus d'Afrique, puisque la part des lauréats publiés chez les grands éditeurs français a augmenté dans les années 1990 et 2000, au même moment que l'intérêt de ces derniers pour cette littérature.

Qu'en est-il des autres prix littéraires remis par l'association ? Le Prix de Madagascar, qui a disparu en tant que tel pour se fondre en 1999 dans le Grand Prix littéraire des océans Indien et Pacifique, est le plus ancien puisqu'il fut créé en 1950 pour n'être généralement remis qu'à des lauréats métropolitains, comme les Grands Prix littéraires de l'AOF et de l'AÉF. Si le Grand Prix de la mer est créé en 1970, il faut attendre la présidence de Robert Cornevin, un an plus tard, pour voir les prix de l'ADELF se multiplier,

jusqu'à atteindre la quinzaine en 1981 : ils définissent et étendent les limites géographiques d'une zone littéraire francophone.

Au départ de Cornevin, les prix amorcent une période de déclin : leur nombre actuel s'est réduit. Certains ont fusionné : le Grand Prix littéraire des océans Indien et Pacifique regroupe ainsi en 1999 trois prix préexistants, respectivement consacrés à Madagascar, à l'Océanie (créé en 1977) et aux Mascareignes (créé en 1980). D'autres ont disparu, comme le prix France-Luxembourg et le prix France-Iran. Alors qu'il était bien doté et comprenait un jury prestigieux, le prix France-Québec disparaît en 2003 à la suite de la volonté de ses financeurs québécois. Du reste, les récompenses encore en vigueur montrent quelques signes d'essoufflement : certaines d'entre elles ne sont plus attribuées tous les ans, comme le prix Alpes-Jura, ou le prix littéraire européen, « pour récompenser les auteurs écrivant en français mais dont la langue maternelle est différente » (Cornevin 1980 : 16-18).

Les ouvrages sélectionnés doivent répondre à quelques caractéristiques précises : être écrits directement en français, avoir été publiés au cours du premier semestre de l'année d'attribution du prix ou l'année précédant celle-ci, par un auteur originaire de l'aire géographique considérée. La catégorie de l'« origine », assez floue, peut occasionnellement inclure des auteurs ayant écrit sur la zone concernée. Les règlements varient légèrement d'un prix à l'autre, mais chaque jury tâche de s'attirer des membres prestigieux : ainsi, dans les années 2000, Albert Memmi a été juré du Prix de l'Afrique méditerranéenne, Ismaël Kadaré a figuré au jury du Prix France-Liban.

Si le montant des prix varie selon les sources et les années, il représente une dotation faible, 2 000 F en espèces (d'après l'annuaire de 1981), 450 € en 2003 (sauf le prix belge doté de 1 500 € (Labès 2008 : 99), nulle depuis 2006 selon la secrétaire de l'association, qui n'évoque plus « qu'un joli bout de papier en forme de diplôme, point à la ligne »²⁵. L'augmentation ponctuelle de la dotation de certains prix ne semble avoir lieu que lorsque des philanthropes en provenance d'un pays francophone interviennent : ce fut le cas pour la Belgique et le Québec, au tournant des années 2000, leurs prix respectifs atteignant les 1 250 ou 1 500 €. C'est au tour du Liban en 2010, avec une dotation de 5 000 € que le lauréat légua généreusement et publiquement à l'association lors de la cérémonie de remise des prix en 2011. Dans les années 1990, les gouvernements africains ayant cessé de financer le voyage des lauréats, la somme est dans tous les cas trop modeste pour permettre aux lauréats résidant sur le continent africain de séjourner en France. Ce déclin manifeste des prix littéraires s'explique à la fois par des raisons internes (fonctionnement restreint de l'association, diminution de ses moyens financiers et de ses membres) mais aussi par des raisons externes qui invitent à replacer ces récompenses dans une « économie du prestige » transnationale (English 2005).

25. Entretien, mars 2011.

Si l'on compare le Grand Prix littéraire d'Afrique noire à ses équivalents à l'extérieur de l'ADELF, on constate en effet l'augmentation de la concurrence internationale au fil des deux dernières décennies. Des prix littéraires sont remis dans certains pays d'Afrique depuis les Indépendances. Ils fonctionnent plus ou moins bien selon les soutiens institutionnels dont ils font l'objet : le cas du Burkina Faso, où des récompenses sont attribuées avec régularité (Bianchini 2008), s'oppose par exemple à celui du Mali, où elles n'ont pas été pérennes, malgré le succès récent d'une rentrée littéraire, organisée tous les deux ans avec remise de prix, depuis 2008. Lorsqu'ils sont contrôlés ou financés par le pouvoir politique en place ou par des médias sous tutelle étatique, comme ils ont pu l'être en Guinée ou au Congo, ces prix ne confèrent en outre souvent qu'une légitimité sujette à caution, susceptible même d'être nuisible à l'auteur, sans lui assurer un réel label de qualité, des ventes ou des lectures importantes. Mais d'autres prix spécifiquement réservés à des auteurs « francophones » ou originaires d'Afrique se sont aussi récemment multipliés hors du continent.

Les concours organisés par Radio France internationale, créés par Françoise Ligier, et principalement financés par l'Office de radiodiffusion télévisuelle française, revêtent aussi une fonction de découvreur de talents pendant des années pour le théâtre (1967) puis pour la nouvelle (1971) — qui constituent deux genres littéraires peu concernés par le Grand Prix littéraire d'Afrique noire. La diffusion des œuvres inédites sur les ondes joue un grand rôle, étant donnée la popularité acquise par RFI en Afrique (Perret 2010). Le prix voit le jour grâce à la demande des directeurs de radiodiffusions d'Afrique et de l'océan Indien qui souhaitaient offrir à leurs auditeurs des œuvres dramatiques les concernant. Il a aussi favorisé la carrière de certains auteurs (comme Sony Labou Tansi) à travers des bourses d'études ou la valorisation des œuvres primées. Après deux saisons d'activité réduite, de 1997 à 1999, la radio abandonne cependant ce terrain pour se consacrer à la musique et la danse.

Le prix Noma, créé en 1979 sur les fonds privés d'un mécène japonais, a récompensé des ouvrages publiés sur le continent africain, et ce, quelle que soit leur langue d'expression, contrairement à l'ADELF. Ce prix, dont l'attribution a pris fin en 2009, a récompensé des auteurs négligés par l'ADELF, comme Werewere Liking ou Bernard Nanga. Deux autres séries de prix ont ensuite été créées principalement par des organismes ou des agents culturels français, en intégrant de plus en plus d'auteurs eux-mêmes francophones dans leurs jurys, également composés de spécialistes de littérature. Une première vague a lieu dans la première moitié des années 1990, avec le prix Tropiques (1991), le prix RFO de la Francophonie (1995), et une seconde dans les années 2000, avec le prix des cinq continents de la Francophonie (2001), le prix Sony Labou Tansi des lycéens (2003), le prix Ahmadou Kourouma (2004), le prix Léopold Sédar Senghor (2006).

Souvent liés à des festivals et des salons du livre, les titres de ces distinctions illustrent aussi la canonisation de certains auteurs, auxquels sont

rendus des hommages, en référence à une histoire littéraire proprement africaine. Certains d'entre eux, comme le prix RFO du livre et le prix Ouest-France Étonnants Voyageurs (créé en 2005, et qui, sans être remis sous conditions d'origine, a été abondamment octroyé à des écrivains issus d'Afrique), s'accompagnent d'une valorisation de l'œuvre littéraire par l'organisation de rencontres, d'une promotion active dans la presse et les médias, ou d'adaptation sur écran. Beaucoup mieux dotés que ceux de l'ADELF, ces prix répondent à des préoccupations plus actuelles que celles de cette association dans leur définition de la « francophonie », s'ajustant davantage aux politiques culturelles menées en France. Qu'il s'agisse de suivre l'avis de lecteurs profanes ou de jeunes publics, de répercuter l'essor du théâtre francophone et d'écrivains de la « diversité », de rendre hommage à des écrivains africains consacrés, d'assurer des événements au sein de festivals ou de salons qui emportent des succès publics, de favoriser les passages entre la littérature et les médias grand public (la presse, la radio ou le cinéma), de promouvoir activement les auteurs en favorisant leur médiatisation et leur professionnalisation, ces nouvelles récompenses s'accompagnent aussi de dynamiques récentes également à l'œuvre dans l'édition française, ce qui rend visible l'anachronisme d'une structure comme l'ADELF.

À quel prix, dès lors, les écrivains issus d'Afrique subsaharienne francophone ont-ils été promus sur la scène littéraire internationale ? L'action spécifique de l'Association des écrivains de langue française, décisive jusque dans les années 1980, témoigne de l'intrication des paramètres institutionnels et politiques spécifiques qui s'ajoutent aux critères symboliques et commerciaux à l'œuvre dans toute récompense artistique, pour leur attribuer une valeur littéraire. L'histoire de cette association ne peut, ainsi, bien se comprendre qu'à partir de son apparition dans un creuset offert par la littérature coloniale, dotée d'une autonomie relative dans le champ littéraire français. Après 1960, l'établissement d'un *corpus* littéraire parallèle porté par un discours de lutte contre les grands éditeurs parisiens ne concerne plus la littérature coloniale mais, de plus en plus, la littérature dite africaine faisant la preuve des vertus « assimilatrices » de la langue française, selon la rhétorique de l'ADELF.

Cette indépendance relative vis-à-vis de la conjoncture politique d'un côté, de la littérature française de l'autre, contribue paradoxalement à expliquer la longévité de cette association mise progressivement au service d'une certaine conception de la langue française, civilisatrice. Dans les années 1960 et 1970, le Grand Prix littéraire d'Afrique noire prend ainsi une importance centrale aussi bien dans l'organisation interne de cette association que dans la sélection et l'institutionnalisation d'un canon littéraire africain, quand presque aucune autre instance ne manifeste de l'intérêt pour ces littératures en France. Ces deux décennies témoignent de l'alliance paradoxale que

l'association entretient avec les auteurs issus de pays anciennement colonisés, et du rôle que joue alors indirectement la France pour façonner des modèles littéraires sur des marchés culturels émergents, à l'aide des filières de la coopération et d'une première francophonie s'appuyant sur le ministère des Affaires étrangères. Mais dans les années 1990, une nouvelle légitimation, en France, des auteurs originaires d'Afrique subsaharienne, portée par des changements dans l'édition, et une prolifération d'autres prix littéraires spécifiques, s'accompagne du déclin paradoxal de cette association dont la définition de la francophonie est devenue anachronique.

Au-delà de ces paramètres structurels, nombreuses sont toutefois les études littéraires montrant combien les textes eux-mêmes, et certains d'entre eux dûment récompensés par cette instance de légitimation, peuvent dépasser, critiquer, ou échapper aux critères d'évaluation institutionnalisés qu'elle a pu mettre en œuvre. Pour mieux comprendre le coût éventuel de son action du côté des écrivains, il faudrait ainsi savoir comment l'AELF et le Grand prix littéraire d'Afrique noire ont été considérés, au-delà de certaines apparences, par les écrivains originaires d'Afrique, nombreux à en avoir été membres, beaucoup moins nombreux à en avoir été des membres actifs. James Scott (2008 : 83) suggère ainsi, en opposant un « texte public » et un « texte caché », que « la mise en scène de la domination par les dominants peut en fait exercer une force rhétorique supérieure sur les principaux acteurs que sur les figurants, pourtant bien plus nombreux ». Quelques auteurs adhérents de cette association, ou lauréats de l'un de ses prix, ont en effet fait la preuve de leur distance par rapport à son fonctionnement lors des entretiens que nous avons eus avec eux, qu'ils insistent sur la modicité de la somme reçue, ne leur permettant même pas de venir recevoir leur prix en France depuis le Sénégal, sur leur indépendance concrète dans leur travail de création²⁶, ou qu'ils témoignent, tels Bolya Baenga face à Françoise Cevaër (1998 : 36), de leur lucidité sur ces « colonialistes ».

Malgré quelques changements apparents, les discours et les pratiques de l'AELF s'inscrivent en effet dans une continuité largement non questionnée avec la période coloniale, révélatrice de l'inertie d'une institution restée proche de lieux de pouvoir temporel — comme d'autres instances culturelles françaises, dont les normes ont pu l'influencer. Ce positionnement, qui ne peut se percevoir que replacé dans un espace des savoirs plus vaste, se manifeste avec d'autant plus d'éclat depuis les années 2000, du fait de la consécration croissante des auteurs issus d'Afrique par des instances littéraires françaises généralistes, et de la multiplication des revendications post-coloniales et mémorielles en France (Fouéré 2010).

*Université de Bristol, Royaume-Uni ;
Université Paul-Valéry Montpellier ; RIRRA 21, « Représenter, inventer la réalité,
du Romantisme à l'aube du XXI^e siècle ».*

26. Ce qui rejoint les témoignages d'Édouard Glissant et d'Albert Memmi, qui auraient refusé d'adhérer à l'association « avant qu'un certain nombre de problèmes ne soit réglés » (DE RAIMONDI 1984 : 14, 31).

BIBLIOGRAPHIE

AGGARWAL, K.

- 2010 « Africanisme français et littératures africaines. Continuités et discontinuités », *Cahiers d'Études africaines*, L (2-3-4), 198-199-200 : 1191-1213.

AMSELLE, J.-L. & SIBEUD, E. (DIR.)

- 1998 *Maurice Delafosse : entre orientalisme et ethnographie, l'itinéraire d'un africaniste, 1870-1926*, Paris, Maisonneuve et Larose.

ANEMOM (Association nationale des écrivains de la mer et de l'outre-mer)

- 1954 *Bulletin annuel*, 5, Paris.
 1958 *Colloque international des écrivains d'expression française*, tenu à Liège, 30 sept.-5 octobre, Paris.
 1959 « Rapport moral », *Bulletin annuel*, 6, Paris.
 1960 *Vie du mois*, 5, Paris.
 1964 *Bulletin semestriel*, 3, Paris.
 1965 *Annuaire*, Paris.

BETI, M.

- 1955 « Afrique Noire, littérature rose », *Présence Africaine*, 2 (1-2) : 133-145.

BIANCHINI, P.

- 2008 « Être écrivain au Burkina Faso : Intérêt et limites de la notion de champ littéraire dans un contexte de dépendance culturelle », in C. ALBERT, X. GARNIER, A. KOUVOUAMA & G. PRIGNITZ (dir.), *Le statut de l'écrit : Afrique, Europe, Amérique Latine*, Pau, Publications de l'Université de Pau : 115-131.

BOLTANSKI, L.

- 1973 « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, 14 (1) : 3-26.

BOURDIEU, P.

- 1977 « La production de la croyance », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 13 (13) : 3-43.

BUSH, R.

- 2011 « "Lancer, aujourd'hui, c'est créer l'événement" : Exoticism, Engagement, and Post-War Publishing Strategy », *Bulletin of Francophone Postcolonial Studies*, 2 (1) : 7-14.

CASANOVA, P.

- 1999 *La République mondiale des lettres*, Paris, Éditions du Seuil.

CÉVAËR, F.

- 1998 *Ces écrivains d'Afrique noire*, Ivry-sur-Seine, Nouvelles du Sud ; Yaoundé, Silex.

CHARBONNEAU, R.

- 1954 « Rapport moral à l'Assemblée Générale de l'ANEMOM », *Bulletin annuel*, 5 : 38

CORNEVIN, R.

- 1967 « Jean d'Esme 1894-1966 », *France Eurafrique*, 187 : 36-40.
 1968 « L'ADELFF, aboutissement d'une promotion littéraire francophone à l'échelle mondiale », *Culture française*, 5 : 8-15.
 1970 « Rapport moral », ANEMOM archive, uncatalogued, Paris.
 1975 *Hommes et Destins I*, Paris, Académie des sciences d'Outre-mer.
 1976 *Littératures d'Afrique noire de langue française*, Paris, PUF.
 1980 « Intervention de Robert Cornevin », *Culture française*, « La littérature d'expression française dans sa dimension internationale » (colloque de Nice), n° 1, printemps.
 1983 « Le Goncourt noir », *Le Magazine littéraire*, 195, mai : 46.
 1986 « L'ADELFF, soixante ans d'action au service des littératures de langue française », *Annuaire du soixantenaire de l'ADELFF* : 1-21.

DOZO, B.-O. & LACROIX, M.

- 2010 « Petits dîners entre amis (et rivaux) : prix, réseaux et stratégies de consacrant dans le champ littéraire français contemporain », *ConTextes*, 7, <<http://contextes.revues.org/4646#ftn20>> [consulté en octobre 2012].

DUBOIS, V.

- 1999 *La Politique culturelle : genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin.

DUCAS, S.

- 2001 « La place marginale des écrivains dans le palmarès des grands prix d'automne », *Revue française d'histoire d'Outre-mers*, 88 (332-333) : 347-388.
 2013 *La Littérature à quel(s) prix : histoire des prix littéraires*, Paris, La Découverte.

DUCOURNAU, C.

- 2012 *Écrire, lire, élire l'Afrique. Les mécanismes de réception et de consécration d'écrivains contemporains issus de pays francophones d'Afrique subsaharienne*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS.

EL KADHAFI, M. & JOUVE, E.

- 2004 *Dans le concert des nations : libres propos et entretiens avec Edmond Jouve*, Paris, L'Archipel.

ENGLISH, J. F.

- 2005 *The Economy of Prestige : Prizes, Awards, and the Circulation of Cultural Value*, Cambridge-London, Harvard University Press.

FOUÉRÉ, M.-A.

- 2010 « La mémoire au prisme du politique », *Cahiers d'Études africaines*, L (1), 197 : 5-24.

FOUTCHANTSÉ, V.

1968 « Promouvoir une littérature africaine », *Présence africaine*, 67 : 124-156.

FRAITURE, P.-P.

2004 « De l'influence du Goncourt sur le corpus colonial : le cas *Batouala* », in K. ASHLEY (dir.), *Prix Goncourt, 1903-2003 : essais critiques*, Bern, Peter Lang : 95-108.

GARNIER, C.

1975 *Jusqu'où voient mes yeux*, Paris, Robert Laffont (« Vécu »).

HALEN, P.

2013 « Retour sur le "roman nègre". À propos de la réédition d'un diptyque de Jean Sernaye », *Cahiers d'Études africaines*, LIII (4), 212 : 853-866.

HARGREAVES, A. G.

1984 « La Société des romanciers et auteurs coloniaux français », *Lettres et cultures de langue française*, 2 : 3-15.

HEINICH, N.

1999 *L'Épreuve de la grandeur : prix littéraires et reconnaissance*, Paris, La Découverte.

HUGGAN, G.

2001 *The Postcolonial Exotic : Marketing the Margins*, London, Routledge.

LABÈS, B.

2008 *Le Guide des prix et concours littéraires*, Monaco, Éditions du Rocher.

LEBLOND, M.-A.

1926 *Après l'exotisme de Loti, le roman colonial*, Paris, Rasmussen.

LINDFORS, B.

1988 « Africa and the Nobel Prize », *World Literature Today*, 62 (2) : 222-224.

MAKOUTA-MBOUKOU, J.-P.

1983 *Introduction à l'étude du roman négro-africain de langue française : problèmes culturels et littéraires*, Dakar, Nouvelles éditions africaines.

DE MOLÈNES, C. M.

1989 « Un africaniste marquant : Robert Cornevin (1919-1988) », *Politique étrangère*, 54 (3) : 591-592.

MOURALIS, B., PIRIOU, A. & FONKOUA, R.-B. (DIR.)

2003 *Robert Delavignette, savant et politique (1897-1976)*, Paris, Karthala.

PACÉRÉ TITINGA, F.

2009 *Hommage au Professeur Edmond Jouve*, Paris, L'Harmattan.

PERRET, T.

2010 « L'Afrique à l'écoute. La France, l'Afrique et la radio mondiale », *Cahiers d'Études africaines*, L (2-3-4), 198-199-200 : 1003-1032.

DE RAIMONDI, J.-M.

1984 *Association des écrivains de langue française*, Mémoire de DESS, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

RIESZ, J.

1999 « Regards critiques sur la société coloniale à partir de deux romans de Robert Randau et de Robert Delavignette », in J.-F. DURAND (dir.), *Regards sur les littératures coloniales*, 2. *Afrique francophone : Approfondissements*, Paris, L'Harmattan : 51-75.

SAPIRO, G.

1999 *La Guerre des écrivains 1940-1953*, Paris, Fayard.

2008 « Situation du français sur le marché mondial de la traduction », in G. SAPIRO (dir.), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, Éditions du CNRS : 65-106.

SCOTT, J. C.

2008 [1990] *La Domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam.

STEINMETZ, G.

2010 « La sociologie et l'empire : Richard Thurnwald et la question de l'autonomie scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, « Représenter la colonisation », 185 (5) : 12-29.

SUREL, Y.

1997 *L'État et le livre : les politiques publiques du livre, 1957-1993*, Paris, L'Harmattan.

SURET-CANALE, J.

1989 « Robert Cornevin (1919-1988) », in Encyclopaedia universalis France, *Universalis 1989 : la politique, les connaissances, la culture en 1988*, Paris, Encyclopædia Universalis : 562-563.

THIESSE, A.-M.

1991 *Écrire la France : le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle-Époque et la Libération*, Paris, PUF.

ANNEXES

TABLEAU 2 : PUBLICATIONS DE L'ASSOCIATION CONNUES DE 1961 À 2011

Titre de la publication	Dates et rythmes de parution
<i>Culture française</i> (publication conjointe de l'Adelf et de l'Association internationale pour la culture française) ²⁷	1952-1983, sur un rythme de cinq numéros/an de 1952 à 1960, d'un numéro/an de 1960 à 1980
<i>Annuaire</i>	1965, 1974, 1981, 1986
<i>Lettres et cultures de langue française</i>	1984-2004, revue semestrielle, avec vingt-sept numéros au total, sur un rythme de plus en plus espacé (seulement trois numéros paraissent de 1999 à 2004)
<i>Le Point au...</i>	Bulletin de liaison trimestriel de quatre à six pages envoyé aux adhérents deux, trois ou quatre fois par an, par la poste ou par courriel. Le 67 ^e numéro paraît en septembre 2011

TABLEAU 3 : LAURÉATS ET LAURÉATES DU GRAND PRIX DE L'AOF
ET DU GRAND PRIX DE L'AEF 1950-1960

Année	Grand Prix littéraire de l'Afrique Occidentale Française	Grand Prix littéraire de l'Afrique Equatoriale Française
1950	Birago Diop, <i>Les Contes d'Amadou Koumba</i> (Fasquelle); Ousmane Socé Diop, <i>Karim</i> (Nouvelles Éditions Latines)	
1951	Prix officiellement non décerné ²⁸	Étienne Tardif, <i>Dansons la Marin'ga</i> (Éditions du Dauphin)
1952	Paul Pilotaz, <i>La Part de ciel</i> (Mercure de France)	Henri Ziéglé, <i>L'Afrique Equatoriale Française</i> (Berger-Levrault)
1953	Non décerné : « Notre seul souci est de maintenir à un niveau élevé le prestige de nos prix littéraires » (Charbonneau, 1954 : 38)	Madame Rougeoreille, <i>Le Likou N'doi</i> (prix attribué au manuscrit)

27. Une association dont Robert Cornevin est l'un des quatorze membres, couronnée par l'Académie française, dont le président d'honneur est Gaston Monnerville, ancien président du Sénat, et présidée, en 1980, par Auguste Viatte, correspondant de l'Institut.
28. Selon les publications officielles de l'association. Selon la presse qui paraît en 1951, c'est cependant Doëllé (Christine Garnier) qui emporte ce prix cette année-là pour son roman *Va t'en avec les tiens !* L'auteure note cependant dans son autobiographie que, à la suite de la révélation (rapidement faite) de la supercherie littéraire masquée par son pseudonyme africain, « des jurys littéraires m'avaient soudain rayée de leur tête de liste » (GARNIER 1975 : 96 ; BUSH 2011).

1954	Xavier Reppe, <i>Mirages et lumières</i> (Éditions de l'Union française)	Non décerné
1955	Guy le Rumeur, <i>Le Grand Méhariste</i> (Berger-Levrault)	Non décerné
1956	Christine Garnier, <i>Ce père avait deux âmes</i> (Fayard)	Martial Sinda, <i>Premier Chant du départ</i> (Seghers)
1957	Gouverneur Siriex, <i>Une Nouvelle Afrique : AOF 1957</i> (Plon) ; René Charbonneau-Bauchar, <i>Blancs et Noirs au rendez-vous</i> (La Colombe ; collection « Le Regard »)	Pierre Pellerin, <i>La Possession de l'équateur</i> (Ventadour) ; Félix Tchicaya, <i>Feu de brousse</i> (Caractères)
1958	Raymond Gauthereau, <i>Passage du feu</i> (Julliard)	Kindengve N'Djok (pseud. R.P. Carret), <i>Kel'Lam, fils d'Afrique</i> (Éditions Alsatia)
1959	Non décerné	Non décerné
1960	« Prix en réorganisation » (librairie, 1960 : 209)	Non décerné

TABLEAU 4 : LAURÉATS ET LAURÉATES DU GRAND PRIX LITTÉRAIRE D'AFRIQUE NOIRE, 1961-2012

Année	Lauréat	Titre primé	Éditeur
1961	Aké Loba	<i>Kocumbo, l'étudiant noir</i>	Flammarion
1962	Cheikh Hamidou Kane	<i>L'Aventure ambiguë</i>	Julliard
1963	Jean Ikelle Matiba	<i>Cette Afrique-là</i>	Présence Africaine
1964	Birago Diop	<i>Contes et lavanes</i>	Présence Africaine
1965	Bernard Dadié	<i>Patron de New York</i>	Présence Africaine
(ex-aequo)	Seydou Badian	<i>Les Dirigeants africains face à leur peuple</i>	Maspero
1966	Olympe Bhêly-Quenum	<i>Le Chant du lac</i>	Présence Africaine
1967	François-Borgia Evembe	<i>Sur la terre en passant</i>	Présence Africaine
(ex-aequo)	Jean Pliya	<i>Kondo le requin</i>	Éditions du Bénin
1968	Francis Bebey	<i>Le Fils d'Agatha Moudio</i>	Clé Yaoundé
1969	Guy Menga	<i>La Palabre stérile</i>	Clé Yaoundé
1970	Boubou Hama	<i>Kotia Nima</i>	Présence Africaine
1971	Massa Makan Diabaté	<i>Janjon : et autres chants populaires du Mali</i>	Présence Africaine
(ex-aequo)	Abbé Mviena	<i>L'Univers culturel et religieux du peuple Béti</i>	Librairie Saint Paul (Yaoundé)
1972	Henri Lopes	<i>Tribaliques</i>	Clé Yaoundé

1973	Mohamed Alioum Fantouré	<i>Le Cercle des tropiques</i>	Présence Africaine
1974	Amadou Hampâté Bâ	<i>L'Étrange destin de Wangrin</i>	Éditions 10/18 / UGE
1975	Étienne Yanou	<i>L'Homme Dieu de Bisso</i>	Clé Yaoundé
1976	<u>Aoua Keita</u>	<i>Femme d'Afrique</i>	Présence Africaine
1977	Sory Camara	<i>Gens de la parole. Essai sur les griots malinké</i>	Mouton
1978	Idé Oumarou	<i>Gros plan</i>	Nouvelles Éditions Africaines (Dakar)
1979	Lamine Diakhaté	<i>Chalys d'Harlem</i>	NEA (Dakar)
1980	<u>Aminata Sow Fall</u>	<i>La Grève des Battù</i>	NEA (Dakar)
1981	Jean-Marie Adiaffi	<i>La Carte d'identité</i>	CEDA
1982	Frédéric Pacéré-Titinga	<i>La Poésie des griots. Poèmes pour l'Angola</i>	Silex
(ex-aequo)	Yodi Karone	<i>Nègre de paille</i>	Silex
hors-concours	<u>Mariama Bâ</u>	<i>Un chant écarlate</i>	NEA (Dakar)
1983	Sony Labou Tansi	<i>L'Anté-peuple</i>	Le Seuil
1984	Modibo Sounkalo Keita	<i>L'Archer Bassari</i>	Karthala
1985	Jean-Pierre Makouta-Mboukou	<i>Introduction à l'étude du roman négro-africain de langue française : problèmes culturels et littéraires</i>	NEA (Dakar)
hors-concours	Edem Kodjo	<i>Et demain l'Afrique</i>	Stock
1986	Bolya Baenga	<i>Cannibale</i>	Pierre Michel Favre
(ex-aequo)	Tierno Monénembo	<i>Les Écailles du ciel</i>	Le Seuil
1987	Jean-Baptiste Tati-Loutard	<i>Le Récit de la Mort</i>	Présence Africaine
1988	Emmanuel Dongala	<i>Le Feu des origines</i>	Albin Michel
1989	Victor Bouadjio	<i>Demain est encore loin</i>	Balland
1990	Ahmadou Kourouma	<i>Monnè, outrages et défis</i>	Le Seuil
1991	Kama Kamanda	<i>La Nuit des griots</i>	Antoine Degrive L'Harmattan
À titre posthume	Amadou Hampâté Bâ	<i>Amkoullel l'enfant peul, et pour l'ensemble de son œuvre</i>	Actes Sud
1992	Patrick Ilboudo	<i>Le Héraut tête</i>	Edit INC Ouagadougou
1993	Maurice Bandaman	<i>Le Fils de la femme mâle</i>	L'Harmattan
1994	<u>Calixthe Beyala</u>	<i>Maman a un amant</i>	Albin Michel
1995	Sylvain Bemba	<i>À titre posthume pour l'ensemble de son œuvre</i>	
1996	Abdourahman Waberi	<i>Le Cahier nomade</i>	Serpent à plumes

À titre posthume	Léopold Sédar Senghor	<i>Pour l'ensemble de son œuvre</i>	
1997	Daniel Biyaoula	<i>L'Impasse</i>	Présence Africaine
	Ousmane Sembène	<i>Pour l'ensemble de son œuvre</i>	
Mention spéciale	Edouard Matoko	<i>L'Afrique par les Africains</i>	L'Harmattan
1998	Gaston Paul Effa	<i>Mâ</i>	Grasset
1999	<u>Ken Bugul</u>	<i>Riwan ou le chemin de sable</i>	Présence Africaine
2000	Boubacar Boris Diop	<i>Pour l'ensemble de son œuvre</i>	
Mention spéciale	Sokhna Benga	<i>La Ballade de Sabador</i>	Le Gai Ramatou fictions Dakar
2001	Kossi Efoui	<i>La Fabrique des cérémonies</i>	Le Seuil
2002	Alain-Patrice Nganang	<i>Temps de chien</i>	Serpent à plumes
hors-concours	Emmanuel Dogbé	<i>Pour l'ensemble de son œuvre</i>	
2003	Kangni Alem	<i>Coca cola jazz</i>	Dapper
2004	Sami Tchak	<i>La Fête des masques</i>	Gallimard
Mention spéciale	Mahamoudou Ouedraogo	<i>Roogo</i>	L'Harmattan
Mention spéciale	Almamy Yattara, avec Bernard Salvaing	<i>Almamy. L'âge d'homme d'un lettré malien</i>	Grandvaux
2005	<u>Véronique Tadjo</u>	<i>Reine Pokou</i>	Actes Sud
2006	Edem	<i>Port Mélo</i>	Gallimard
Mention spéciale	Florent Coua Zotti	<i>Pour l'ensemble de son œuvre</i>	
2007	<u>Bessora</u>	<i>Cueillez-moi jolis messieurs</i>	Gallimard
2007	Jean Sévry	<i>Les Littératures d'Afrique du Sud</i>	Karthala
2008	Jean Divassa Nyama	<i>La Vocation de dignité</i>	Ndze au Gabon
Mention spéciale	Jag	<i>L'Homme à tout prix</i>	Sopecam
2009	In Koli Jean Bofane	<i>Mathématiques congolaises</i>	Actes Sud
Mention spéciale	Jean Jolly	<i>L'Afrique et son environnement européen et asiatique. Atlas historique</i>	L'Harmattan
2010	Mwènè Gabriel Okoundji	<i>L'Âme blessée d'un éléphant noir</i>	William Blake and co
2011	<u>Léonora Miano</u>	<i>Pour l'ensemble de son œuvre</i>	Plon
Mention spéciale	<u>Sonia Euzenot-Le Moigne</u>	<i>Sony Labou Tansi, La subjectivation du lecteur dans l'œuvre romanesque</i>	L'Harmattan
2012	Venance Konan	<i>Edem Kodjo, un homme, un destin</i>	NEI / Ceda / FratMat / Présence Africaine

RÉSUMÉ

L'article retrace l'histoire sociale du plus ancien prix littéraire octroyé aux écrivains de langue française issus d'Afrique : le Grand Prix littéraire d'Afrique noire. Cette marque de prestige, régulièrement mentionnée dans le champ littéraire africain, n'a encore fait l'objet d'aucune enquête empirique approfondie. Elle est remise chaque année depuis 1961 par l'Association des écrivains de langue française dont la création remonte à 1924, à destination, initialement, des écrivains coloniaux. Le fonctionnement et le positionnement de cette institution sont analysés sur la longue durée, ainsi que la place structurante de ce prix pour la littérature africaine, et son déclin relatif depuis une vingtaine d'années. Cette évolution est replacée au sein des reconfigurations plus générales des instances littéraires transnationales ayant légitimé les auteurs issus d'Afrique subsaharienne francophone au XX^e siècle.

ABSTRACT

Francophone African Literature and Its Prizes. The History of a Little-Known Case of Literary Legitimation (1924-2012). — This article traces the social history of the longest-running literary prize for francophone African authors: the Grand Prix littéraire d'Afrique noire. This marker of prestige is a common reference point in the African literary field, but has to-date not received any sustained empirical analysis. The prize has been awarded annually since 1961 by the Association des écrivains de langue française (the Association of French-language writers), which dates back to 1924 and the history of colonial literature. This article analyses the function and positioning of this institution over the *longue durée*, together with the structuring role of this prize for African literature, and its relative decline over the past twenty years. The association's evolution is placed in relation to more general reconfigurations of transnational literary institutions which have given legitimacy to authors from sub-Saharan African in the twentieth century.

Mots-clés/Keywords : Afrique, France, histoire, légitimation, littérature, prix littéraires/
Africa, France, history, legitimation, literature, literary prizes.